Les larves de *Paraleptophlebia* ont des branchies toutes filiformes bifides dont la base n'est pas élargie en palette, leur corps est plus allongé.

Les larves d'*Habrophlebia* ont leurs branchies divisées en filaments assez nombreux et portant des poils. D'après VAYSSIÈRE, elles fréquentent les endroits vaseux.

Les larves de *Choroterpes* vivent dans des eaux tranquilles et sous des pierres, aussi leurs branchies sont-elles formées d'une double lamelle aplatie dont l'une est plus large que l'autre; terminée par une feuille pointue. La première branchie étroite et mince n'a qu'une lamelle.

Les larves d'*Ephemerella* vivent dans la vase. Celle-ci, en recouvrant leurs poils, contribue à les dissimuler. Les branchies placées sur les côtés du dos sont constituées par une large lamelle portant à sa face interne de nombreuses petites lamelles imbriquées.

Les larves de *Caenis* rampent aussi dans la boue. Leur revêtement de poils est plus serré. La première branchie est atrophiée; les autres sont à l'abri de sa large lamelle. Elles sont bordées d'une frange de filaments et constituées par une seule lamelle. Elles sont placées sur le dos.

Les larves de *Cloëon* sont nageuses; leurs sept paires de branchies sont libres sur les côtés de l'abdomen, formées chacune de deux lamelles en forme de palettes, sauf la septième paire qui ne comprend qu'une lamelle élargie. Ces larves vivent dans toutes les eaux et parmi les plantes immergées.

Les larves de *Baetis*, comme celles des *Cloëon*, fréquentent les plantes immergées. Elles marchent, grimpent et nagent facilement. Leurs sept paires de branchies situées sur les côtés de l'abdomen sont formées d'une seule lamelle aplatie. Les diverses espèces de ce genre présentent des caractères assez différents suivant leur habitat. (A suivre).

LE SAUMON DANS LES VIEILLES COUTUMES DU BÉARN

SA PROTECTION - ÉCHELLES A POISSONS

Conséquences du déclassement des gaves par le décret du 28 décembre 1926

Par M. J. LARRIEU

Inspecteur des Eaux et Forêts, à Oloron.

De tout temps, en Béarn, la pêche au Saumon a été considérée comme une véritable industrie nationale contribuant largement à la vie du pays. Il n'est, pour s'en convaincre, qu'à examiner le portail roman de la cathédrale d'Oloron-Sainte-Marie. Ce portail, où l'artiste a sculpté divers

personnages figurant les « Métiers de la Terre », présente en son centre, à la place d'honneur peut-on dire, trois pêcheurs portant sur leurs épaules de magnifiques Saumons dont la taille atteint presque celle de l'Homme. Cette réalisation par la pierre indique l'importance qu'avait, à cette époque lointaine, le Poisson, et le Saumon en particulier, dans l'alimentation de la population béarnaise. Le Saumon remontait abondant dans les Gavès et la législation en vigueur assurait sa protection et sa reproduction (1). On peut dire, dans cet ordre d'idées, que la loi sur la pêche de 1829 a été une véritable régression, en ce qui concerne les Poissons migrateurs comme le Saumon. La coutume de Béarn avait, beaucoup mieux que la dite loi, tenu compte des conditions biologiques nécessaires à la reproduction des Poissons qui viennent frayer en rivière.

En examinant de près la vingt-neuvième rubrique des « Priviledges et Règlamens deu pays de Béarn », nous y trouvons, à l'article II, les interdictions prévues par la loi de 1829, de jeter des drogues et appâts de nature à détruire ou enivrer le poisson et en outre, l'interdiction aux apothicaires, marchands et autres de tenir de la coque du Levant.

Et cela, sous les peines prévues par les « lois majeures », autrement dit le Tribunal de Haute Justice.

D'autre part, l'article VI prévoit les mesures suivantes : les filets devront être aux dimensions prévues par le règlement de 1649 (les doigts de la main d'un homme devront pouvoir y passer). Quant aux filets prohibés, ils doivent être saisis à leurs propriétaires.

La pêche des Truites et Saumons est interdite depuis le 1^{er} Octobre jusqu'après le 1^{er} Janvier, celle des poissons blancs de la mi-Mars à la mi-Mai.

« Celui qui prendra Saumon becart avec filet paiera une amende de six sols pour chacun (2) » et l'auteur des Commentaires ajoute : — « En effet l'expérience nous fait voir qu'en ce temps là cette espèce de Poissons ayant normalement frayé ne sont pas bons (Aristote en a traité au livre 6 de l'histoire des animaux, chap. 7), de sorte que l'on tient communément en Béarn que ces Saumons bécarts — desquels il est parlé en cet article — c'est-à-dire ceux qui ont nouvellement frayé, donnent la fièvre et mal de ventre à ceux qui en mangent ».

Notre loi de 1829 n'a point prévu l'interdiction de capturer le bécart et l'on peut voir, après l'ouverture de la pêche, de hideux charognards vendus à vil prix sur les places de nos marchés. Revenus à la mer ces reproducteurs affaiblis auraient pu se remettre des fatigues du frai, continuer

(1) Les textes invoqués dans cet article sont tirés d'un exemplaire « des Fors et coutumes du Béarn, Rubrique vingt neuvième : de Casses et Pesques (Chasses et Pêches) ». — Cet exemplaire a été mis gracieusement à notre disposition par M. LOUSTALOT FOREST, Avocat à Oloron. Qu'il en soit ici remercié.

(2) Il s'agit de sols Morlaas, monnaie du Midi de la France, qui valaient 3 sols tournois ; monnaie usitée dans le reste du pays jusqu'à la loi du 18 germinal an III. Le sol Morlaas valait, à cette époque, 0,25 environ — soit au moins 3 frs de notre monnaie actuelle.

leur croissance et remonter une seconde fois en rivière sous forme de magnifiques spécimens aux dimensions imposantes (1).

Mais ici n'est pas la plus grande supériorité de la coutume de Navarre sur la loi de 1829.

C'est à l'article VII qu'il la faut chercher. Voici la traduction du texte béarnais :

« Les maîtres et propriétaires des digues qui traversent les ruisseaux et rivières du pays, sans distinction que ces digues soient anciennes ou nouvelles, feront pratiquer et laisseront subsister dans chacun de ces barrages

FIG. 49. — Barrage de Navarrenx (avec passelis).

un passelis de la hauteur jugée nécessaire par experts, pour que les Poissons puissent y monter et descendre en tout temps. Faute d'exécution par les propriétaires, le travail sera effectué d'office, sous réserve, toutefois, que l'eau nécessaire à la mouture soit réservée et que les digues ne soient pas placées en danger d'être renversées. Les propriétaires seront tenus de faire construire les passelis dans le délai de 3 mois après la sommation ; ils devront également les réparer à l'avenir et, en cas de négligence ou refus, les Etats y feront procéder aux frais des dits propriétaires conformément au règlement du 10 Août 1662 (en vertu de ce règlement, ceux qui auront refusé ou négligé d'aménager les passelis après en avoir été requis y seront contraints par tous les moyens permis et raisonnables, même par logement de gens de guerre).

(1) La loi anglaise, qui s'est particulièrement préoccupée de conserver cette richesse naturelle, le Saumon, a interdit, en tous temps, dans le Royaume-Uni, la capture et la vente du bécart.

Il sera interdit de fermer les passelis en aucun temps, ni d'empêcher le passage des poissons ni d'y mettre filets ou autres instruments pour les prendre, le tout sous les peines prévues par les lois en vigueur.

Le passelis est une large brèche ouverte généralement au centre d'un barrage et permettant au poisson de monter et descendre à volonté, le plan d'eau supérieur et le plan d'eau inférieur étant reliés par un plan incliné. Elle servait aussi au flottage des trains de bois.

La photographie (fig. 49) prise par M. l'Inspecteur adjoint FOURCAUD, représente le passelis de l'usine Masseys, à Navarrenx. La partie inférieure n'a pas été réparée depuis que les trains de bois n'y passent plus. Autrefois le plan incliné se prolongeait sans chute jusqu'au plan d'eau inférieur.

Nous ne saurions trop admirer la coutume de Navarre, si sage et si prévoyante, alors que, grâce au silence de la loi de 1829, nous avons vu construire dans le courant du dernier siècle, des barrages infranchissables qui ont amené la disparition du Saumon dans la plupart des rivières de France et, en particulier dans le Gave de Pau, dont la production est réduite à néant depuis la fin de la guerre.

Pour retrouver les sages dispositions en vigueur il y a 300 ans en Navarre, il a fallu attendre la conférence interministérielle du 20 juillet 1927 qui, enfin, a prévu que sur les derniers fleuves français d'où le Saumon n'a pas été entièrement chassé on ne pourrait plus construire d'ouvrages infranchissables. L'ancien passelis est ainsi redevenu obligatoire, sous forme d'échelles à poissons à profil plus ou moins moderne, dans le gave d'Oloron, le gave de Pau, le gave de Mauléon, la Nive, l'Aulne, l'Elle, la Laita, l'Allier et la Loire, classées en 1927 comme rivières à Saumons.

Nous revenons ainsi à l'antique sagesse.

Mais, si nous pouvons marquer d'un caillou blanc la date de la conférence de Juillet 1927, par contre le décret du 28 Décembre 1926, qui a déclassé, en tant que rivières navigables et flottables un certain nombre de cours d'eau à Saumon, comme par exemple la Nive et le gave d'Oloron, risquerait, si l'on n'y prenait garde, de provoquer un résultat néfaste.

Du fait, en effet, que les radeaux de bois flottants ne descendent plus ces rivières, les propriétaires de barrages se sont crus autorisés à fermer les passelis existants et l'Administration des Eaux et Forêts a dû intervenir pour les faire maintenir. La coutume écrite de Navarre est précieuse à cet égard, du fait qu'elle précise que les passelis étaient faits, avant tout, pour assurer la reproduction des Poissons migrateurs, ce qui n'empêchait point qu'ils fussent, par surcroît, utilisés pour le flottage des bois. Mais ce flottage eût-il disparu beaucoup plus tôt, la coutume n'en aurait pas moins maintenu l'obligation de maintenir les passelis, tout particulièrement pour le Saumon.

Aujourd'hui, comme autrefois, nous devons veiller jalousement au

maintien des passelis existants sur nos Gaves, et la conférence de 1927 nous y autorise, aucun ouvrage pouvant gêner la reproduction du Saumon ne devant être entrepris dans les rivières classées.

Ainsi revenue aux sages mesures de la coutume de Navarre, la législation nouvelle, issue de la conférence de Juillet 1927 et malgré le déclassement des Gaves en tant que rivières navigables et flottables, permettra, espérons-le, de sauvegarder le Saumon, richesse touristique du Béarn et du pays basque.

Il faudrait, toutefois, compléter les dispositions adoptées par l'interdiction de capturer et de vendre le bécart en tout temps. Une toute petite modification à la loi de 1829 y suffirait.

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DE L'ALIMENTATION DES TRUITES DE PISCICULTURE

Par MM. G. JULIN

Pisciculteur à Vasperviller-Barville (Moselle)

et H. BARTHÉLEMY

Docteur ès-Sciences,

Chef des travaux de l'Institut de Zoologie et Biologie générale de Strasbourg (Bas-Rhin).

Il importe, en salmoniculture, que les produits utilisés pour l'alimentation artificielle se rapprochent, autant que possible, de la nourriture naturelle, si l'on veut obtenir de l'élevage des résultats positifs.

Jusqu'à ce jour il semble que la pâtée obtenue en hachant des Merlans frais soit la nourriture idéale d'apport. Malheureusement, les disponibilités en Merlans sont conditionnées par les possibilités et le rendement de la pêche en mer, et par suite très irrégulières. Le prix d'achat est en outre, pour les piscicultures éloignées des côtes, lourdement majoré par les frais de transport. Il en résulte un prix de revient qui place les Salmonicultures dans une situation très critique par suite de la concurrence étrangère qui bénéficie d'une importation pratiquée presque en franchise. Cette situation est encore aggravée du fait que le fisc, se refusant à considérer les Salmoniculteurs comme des producteurs, leur réclame les impôts d'une industrie ou d'un commerce.

Pour empêcher la disparition des Salmonicultures françaises une seule possibilité reste, puisque l'Etat ne les connaît que pour les accabler d'impôts, celle de trouver une nourriture bon marché pour pouvoir lutter contre l'importation.

Tel est le but de la présente et modeste étude.